



# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2010

Exercice social | Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

# SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE .....	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES .....	6
1. Etat de la situation financière consolidée .....	6
2. Compte de résultat consolidé .....	7
3. Tableau de flux de trésorerie .....	8
4. Variation des capitaux propres part du groupe .....	9
5. Annexes des comptes consolidés .....	10
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	18
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL .....	19

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 15 septembre 2010 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2010 pour l'activité au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

## Commentaires généraux sur l'activité

Après avoir connu un contexte économique 2009 compliqué, le premier semestre 2010 a été caractérisé par une reprise de l'activité avec une amélioration de tous les indicateurs commerciaux et de gestion. Les dépenses de budgets informatiques repartent à la hausse chez nos principaux clients et le Groupe a su en bénéficier pleinement en affichant une croissance positive dans trois zones géographiques sur quatre.

La répartition des nouvelles affaires signées entre le mode régie et les centres de services reste stable, même si l'on constate une augmentation constante des appels d'offres sous le format « centre de services » et ce, tout particulièrement en France et en Italie. Aubay a d'ailleurs rencontré un vif succès sur cette offre en remportant plusieurs contrats significatifs chez des clients prestigieux comme BNP Paribas, Société Générale, Poste Italienne, Telecom Italia, ENEL et ENI.

Le redémarrage constaté dans le secteur Banque/Assurance au cours du second semestre 2009 s'est confirmé en 2010 avec le gain de nombreuses affaires. Le pôle R&D créé en France en 2009 connaît lui aussi une forte croissance très prometteuse même si l'activité reste à l'échelle du groupe encore peu significative.

Après avoir mis sous contrôle les dépenses du Groupe en 2009, il a été décidé dès la fin 2009 de reprendre une politique active de recrutement pour bénéficier à plein de la reprise et de renforcer les équipes commerciales. Le groupe a ainsi recruté plus de 200 collaborateurs sur le premier semestre. L'effectif du Groupe au 30 juin 2010 était de 2074 personnes en hausse par rapport au 31 décembre malgré un turnover en forte progression.

Les indicateurs de gestion (TJM, taux d'utilisation) se sont améliorés sur l'ensemble des territoires à l'exception de l'Espagne. Le TJM a progressé sur le semestre de 1,5% et le taux d'utilisation est passé de 90 à 92%.

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2010	30/06/2009	Var.
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>77 604</b>	<b>74 828</b>	<b>3,7%</b>
Autres produits de l'activité	120	101	-
Achats consommés et charges externes	(17 498)	(17 146)	-
Charges de personnel	(54 221)	(53 139)	-
Impôts et taxes	(907)	(1 389)	-
Dotations aux amortissements et provisions	(433)	(367)	-
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	414	11	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5 079</b>	<b>2 899</b>	<b>75,2%</b>
<b>En % du CA</b>	<b>6,5%</b>	<b>3,9%</b>	<b>-</b>
Autres produits et charges opérationnels	(267)	(420)	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>4 812</b>	<b>2 479</b>	<b>94,1%</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(7)	(5)	-
Coût de l'endettement net	(389)	(604)	-
Autres produits et charges financiers	(54)	(23)	-
<b>Résultat financier</b>	<b>(450)</b>	<b>(632)</b>	<b>-</b>
<b>Charges d'impôt</b>	<b>(2 194)</b>	<b>(862)</b>	<b>-</b>
<b>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences</b>	<b>149</b>	<b>133</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>2 317</b>	<b>1 118</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net</b>	<b>2 317</b>	<b>1 118</b>	<b>107,2%</b>
Part du groupe	2 299	1 154	-
Intérêts minoritaires	18	(36)	-

En M€	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge
<b>Groupe</b>	<b>77,6</b>	<b>6,5%</b>	<b>147,2</b>	<b>6,0%</b>	<b>74,8</b>	<b>3,9%</b>
France	46,5	7,9%	86,4	7,4%	43,6	4,9%
Belgique/Luxembourg	15,9	12,4%	30,3	9,7%	15,6	7,7%
Italie	11,5	6,3%	21,8	2,5%	11,0	3,8%
Espagne/Portugal	3,7	(19,1%)	8,7	-0,5%	4,6	1,4%
Corporate	-	(0,8%)	-	-0,7%	-	(1,3%)

\* Résultat Opérationnel Courant

## Résultats du Groupe

Le **chiffre d'affaires** du 1<sup>er</sup> semestre 2010 ressort à 77,6 M€ en hausse de 3,7% par rapport au premier semestre 2009. La croissance s'est nettement accélérée entre le T1 et le T2 pour atteindre 7,4% au second trimestre.

Le taux de **marge opérationnelle** ressort en nette progression +75,2% puisqu'il s'établit à 6,5% du chiffre d'affaires (soit 5 079 K€) contre 3,9% (soit 2 899 K€) un an plus tôt traduisant ainsi l'amélioration de tous les indicateurs de gestion. Il est à noter qu'un reclassement de la CVAE (contribution à la valeur ajoutée des entreprises) représentant 586 K€ soit 0,7% du chiffre d'affaires a été opéré en impôt sur le résultat.

**En France**, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à **46,5 M€** contre 43,6 M€ en 2009 et demeure la première zone d'activité du groupe en Europe avec 60% du chiffre d'affaires. L'activité a progressé de +6,8% dont +10,7% au deuxième trimestre démontrant ainsi un dynamisme commercial important et une reprise forte de la demande. La rentabilité opérationnelle courante a connu une belle progression en s'inscrivant à 7,9% (soit 3 673 K€) CVAE incluse contre 4,9% (soit 2 155 K€) au 30 juin 2009.

**Au Bélux**, le chiffre d'affaires est de **15,9 M€** (20 % du CA groupe) en légère croissance +1,8% dont +4,2% au T2 avec comme fait marquant l'obtention d'un nouveau référencement FORTIS qui ouvre de belles perspectives pour les mois à venir. Au Luxembourg, le marché remonté auprès du Parlement Européen est monté en puissance au 1<sup>er</sup> trimestre et a atteint son objectif de staffing (35 collaborateurs). La marge opérationnelle courante s'inscrit en hausse à 12,4% (soit 1 967 K€) contre 7,7% (soit 1 205 K€) un an plus tôt soit la **meilleure performance** du Groupe.

**En Italie**, l'activité est repartie de manière très dynamique tous secteurs confondus avec une croissance de 4,3% au cours du semestre dont une **accélération à 9,4%** sur le T2. De nombreuses affaires ont été gagnées et les résultats vont continuer à s'améliorer. Par ailleurs, il est à noter que le secteur de l'énergie se développe avec des clients prestigieux comme ENI et ENEL. De fait, la rentabilité s'est améliorée et le ROC atteint 6,3% du chiffre d'affaires (soit 729 K€) vs 3,8% au 30 juin 2009 (soit 419 K€)

**L'Espagne** reste sans aucun doute la région la plus difficile marquée par le contexte économique local. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'inscrit en baisse de -20,5% à 3,7 M€ avec une rentabilité opérationnelle négative de 702 K€. En revanche, l'activité portugaise (rattachée à l'Espagne) connaît un bel essor puisque les effectifs sont passés de 25 à 46 personnes (fin août).

**Les autres produits et charges opérationnels** constituent une charge pour 267 K€ composée principalement de frais de restructuration pour 1 026 K€, de plus values sur cessions d'actif pour 769 K€, et des coûts liés aux stock-options/actions gratuites pour 108 K€.

**Le résultat opérationnel** s'établit donc à 4 812 K€ (soit 6,2% du chiffre d'affaires) en hausse de 94% contre 2 479 K€ (soit 3,3% du chiffre d'affaires).

**Le résultat financier** est une charge de 450 K€ en baisse par rapport au 30 juin 2009 d'un montant de 632 K€.

**La charge d'impôt** s'élève à 2 194 K€ dont 2 349 K€ d'impôts courants et 155 K€ d'impôts différés soit un taux facial effectif de 50% qui tient compte du reclassement de la CVAE.

**Le résultat net** atteint 2 317 K€ au premier semestre 2010 soit 3% du chiffre d'affaires (contre 1 118 K€ au premier semestre 2009) soit +107%.

## Analyse de la situation financière consolidée

Le **total du bilan** consolidé au 30 juin 2010 s'établit à 131 M€ contre 132 M€ en 2009. Les principales variations sont les suivantes :

Les **créances clients** s'élèvent à 46,2 M€ au 30 juin 2010 à comparer à 44,4 M€ au 31 décembre. L'augmentation est conforme à la croissance interne générée par le Groupe, la gestion du BFR restant parfaitement sous contrôle.

Le **cash disponible** est relativement stable puisqu'il s'élève à 9,0 M€ contre 9,6 M€ six mois plus tôt.

**La situation nette** d'un montant de 76,7 M€ a augmenté de 719 K€ qui provient principalement par la prise en compte d'un résultat net de 2,3 M€ et la distribution de dividendes à hauteur d'1,8 M€.

**La dette nette** est redevenue nulle au 30 juin 2010 (dette brute de 9,0 M€) contre 1,3 M€ au 31 décembre 2009. Les flux générés par l'activité (2,2 M€) et par les opérations d'investissement (1,3 M€) totalisent 3,5 M€. Ils ont permis de rembourser par anticipation 2,2 M€ d'OCÉANE et de verser les dividendes et intérêts pour 2,3 M€ soit un total de flux liés aux opérations de financement de 4,4 M€.

## Organisation

Aucune modification spécifique de l'organisation du groupe n'est intervenue au cours du premier semestre 2010.

## Cessions de Participation/Cession de branches d'activités

AUBAY a continué au premier semestre 2010 à se désengager progressivement de OCTO TECHNOLOGY, ramenant sa participation de 36,86% à 28,68 % au 30 juin 2010.

Aucune autre opération de cette nature n'est intervenue au cours du premier semestre 2010.

## Rachats de Minoritaires

AUBAY n'a procédé à aucun rachat de participation minoritaire au cours du premier semestre 2010.

## Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

A mi-parcours, l'année 2010 tient toutes ses promesses, exceptée sur la zone espagnole et rend le Groupe optimiste pour l'exercice entier. Les incertitudes qui peuvent peser sur le niveau final de performance sont liées à une évolution défavorable de la conjoncture économique ou à des difficultés à recruter.

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 29 avril 2010 sous le numéro D.10-0359, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

## Événements Importants Intervenus depuis le 30 Juin 2010

Le 6 juillet 2010, Aubay a conclu l'acquisition de 100% du capital de la société Adex. Conforme à la stratégie de développement poursuivie par le Groupe, cette opération permettra à Aubay de renforcer ses positions et ses parts de marché dans l'hexagone, tant sur le plan sectoriel que géographique.

Adex est une SSII qui compte 220 collaborateurs, sous-traitants inclus, intervenant auprès de clients grands comptes en région parisienne pour 80% de son activité et en région PACA pour le solde. Délivrante principalement des prestations de maîtrise d'œuvre, Adex s'appuie sur deux plateformes éprouvées, l'une JAVA J2EE et l'autre .NET, qui servent de socles aux projets, à l'élaboration de prototypes et aux contrats de maintenance applicative. Ces environnements viendront renforcer le dispositif existant chez Aubay et s'inscrivent parfaitement dans la stratégie d'industrialisation de l'offre du Groupe, en particulier autour des centres de service à valeur ajoutée.

Les principaux secteurs d'activités dans lesquels Adex intervient sont par ordre d'importance : le secteur Assurance et Caisses de Retraites, le secteur Banque et le secteur du e-commerce. Ces positions apporteront à Aubay de nombreux nouveaux référencements stratégiques, sources de croissance pour le nouvel ensemble.

Adex a réalisé un chiffre d'affaires de 16,2 M€ en 2009 et devrait réaliser un chiffre d'affaires de 18 M€ en 2010. La dette nette est faible à 0,1 M€. Sa rentabilité opérationnelle, inférieure à celle de Aubay, devrait progressivement s'améliorer pour rejoindre le même niveau à une échéance de deux ou trois ans, comme ce fut le cas pour toutes les acquisitions précédentes.

Cette acquisition porte l'effectif du Groupe Aubay à 2300 collaborateurs, dont 1300 en France, répartis en Région Parisienne, à Nantes et en région PACA.

L'intégralité du prix est payée en numéraire et financé par un emprunt bancaire.

La société Adex sera intégrée dans les comptes consolidés de Aubay à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Le Conseil d'administration

# COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

## 1. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF (en K€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Ecart d'acquisition	59 579	59 579	59 579
Immobilisations incorporelles	5 886	5 970	6 127
Immobilisations corporelles	1 487	1 466	1 417
Titres mis en équivalence	2 070	2 805	2 717
Autres actifs financiers	266	438	460
Impôts différés actifs	1 024	903	820
Autres actifs non courants	-	64	77
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>70 312</b>	<b>71 225</b>	<b>71 197</b>
Stocks et en-cours	6	10	15
Clients et comptes rattachés	46 284	44 383	43 859
Autres créances et comptes de régularisation	5 347	5 996	6 497
Valeurs mobilières de placement	349	1 956	1 174
Disponibilités	8 650	8 292	9 077
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>60 636</b>	<b>60 637</b>	<b>60 622</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>130 948</b>	<b>131 862</b>	<b>131 819</b>

PASSIF (en K€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Capital	6 937	6 926	6 916
Prime d'émission et réserves consolidées	66 907	64 532	64 208
Résultats net part du groupe	2 299	3 984	1 154
<b>Capitaux propres - part du groupe</b>	<b>76 143</b>	<b>75 442</b>	<b>72 278</b>
Intérêts minoritaires	504	486	522
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>76 647</b>	<b>75 928</b>	<b>72 800</b>
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	8 526	10 287	11 714
Impôts différés passifs	103	137	172
Provisions pour risques et charges	844	700	645
Autres passifs non courants	4	4	4
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>9 477</b>	<b>11 128</b>	<b>12 535</b>
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	547	1 286	551
Fournisseurs et comptes rattachés	6 477	6 897	7 855
Autres dettes et comptes de régularisations	37 800	36 623	38 078
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>44 824</b>	<b>44 806</b>	<b>46 484</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>130 948</b>	<b>131 862</b>	<b>131 819</b>

## 2. Compte de résultat consolidé

En K€	30/06/2010	%	31/12/2009	%	30/06/2009	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>77 604</b>	<b>100%</b>	<b>147 245</b>	<b>100%</b>	<b>74 828</b>	<b>100%</b>
Autres produits de l'activité	120	-	248	-	101	-
Achats consommés et charges externes	(17 498)	-	(35 273)	-	(17 146)	-
Charges de personnel	(54 221)	-	(100 867)	-	(53 139)	-
Impôts et taxes	(907)	-	(2 627)	-	(1 389)	-
Dotations aux amortissements et provisions	(433)	-	(879)	-	(367)	-
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	414	-	929	-	11	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5 079</b>	<b>6,5%</b>	<b>8 776</b>	<b>6,0%</b>	<b>2 899</b>	<b>3,9%</b>
Autres produits et charges opérationnels	(267)	-	(793)	-	(420)	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>4 812</b>	<b>6,2%</b>	<b>7 983</b>	<b>5,4%</b>	<b>2 479</b>	<b>3,3%</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(7)	-	-	-	(5)	-
Coût de l'endettement net	(389)	-	(1 252)	-	(604)	-
Autres produits et charges financiers	(54)	-	(41)	-	(23)	-
<b>Résultat financier</b>	<b>(450)</b>	-	<b>(1 293)</b>	-	<b>(632)</b>	-
<b>Charges d'impôt</b>	<b>(2 194)</b>	<b>50%*</b>	<b>(3 121)</b>	<b>47%*</b>	<b>(862)</b>	<b>47%*</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences	149	-	343	-	133	-
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>2 317</b>	-	<b>3 912</b>	-	<b>1 118</b>	-
<b>Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>-</b>	-	<b>-</b>	-	<b>-</b>	-
<b>Résultat net</b>	<b>2 317</b>	<b>3,0%</b>	<b>3 912</b>	<b>2,7%</b>	<b>1 118</b>	<b>1,5%</b>
Part du groupe	2 299	-	3 984	-	1 154	-
Intérêts minoritaires	18	-	(72)	-	(36)	-
Nombre moyen pondéré d'actions	13 868 304	-	13 825 108	-	13 781 576	-
<b>Résultat par action</b>	<b>0,17</b>	-	<b>0,29</b>	-	<b>0,08</b>	-
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	14 372 804	-	15 452 983	-	15 153 769	-
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>0,16</b>	-	<b>0,31</b>	-	<b>0,10</b>	-

\* Taux facial d'impôts

### 3. Tableau de flux de trésorerie

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
<b>Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>2 317</b>	<b>3 912</b>	<b>1 118</b>
Résultat des mises en équivalences	(149)	(343)	(133)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	516	864	398
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	108	64	32
Autres produits et charges calculés	-	-	-
Plus et moins-values de cession	(604)	(489)	(277)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>2 188</b>	<b>4 008</b>	<b>1 138</b>
Coût de l'endettement financier net	396	1 263	609
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	2 194	3 121	890
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)</b>	<b>4 778</b>	<b>8 392</b>	<b>2 637</b>
Impôts versés (B)	(1 729)	(4 072)	(1 781)
Variation du B.F.R lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages aux personnels) (C)	(823)	3 101	5 491
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)</b>	<b>2 226</b>	<b>7 421</b>	<b>6 347</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(325)	(540)	(235)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-	-	(20)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	1 357	271	-
Variation des prêts et avances consenties	(52)	25	23
Incidence des variations de périmètre	-	-	-
Dividendes reçus	308	318	318
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)</b>	<b>1 288</b>	<b>74</b>	<b>86</b>
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	-	-	-
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	88	26	-
Rachats et reventes d'actions propres	8	184	9
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :	-	-	-
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 802)	(1 642)	(1 642)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	-	126	-
Remboursement dettes financières	(2 193)	(7 228)	(5 567)
Intérêts financiers nets versés	(544)	(1 139)	(1 009)
Autres flux	-	(13)	237
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)</b>	<b>(4 443)</b>	<b>(9 686)</b>	<b>(7 972)</b>
Incidence des variations des cours des devises (G)	-	-	-
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(929)	(2 191)	(1 539)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>9 580</b>	<b>11 771</b>	<b>11 771</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>8 651</b>	<b>9 580</b>	<b>10 232</b>

#### 4. Variation des capitaux propres part du groupe

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2010</b>	<b>6 926</b>	<b>64 533</b>	<b>3 984</b>	<b>75 442</b>	<b>486</b>	<b>75 928</b>
Augmentation de capital	11	77	-	88	-	88
Paievements fondés sur des actions	-	108	-	108	-	108
Dividendes	-	(1 802)	-	(1 802)	-	(1 802)
Affectation du résultat	-	3 984	(3 984)	-	18	18
Résultat net de l'exercice	-	2 299	-	2 299	-	2 299
Variation titres d'autocontrôle	-	8	-	8	-	8
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	-
Océane	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 30 juin 2010</b>	<b>6 937</b>	<b>69 207</b>	<b>0</b>	<b>76 143</b>	<b>504</b>	<b>76 647</b>

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2009</b>	<b>6 916</b>	<b>58 525</b>	<b>7 281</b>	<b>72 722</b>	<b>558</b>	<b>73 280</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Paievements fondés sur des actions	-	32	-	32	-	32
Dividendes	-	(1 642)	-	(1 642)	-	(1 642)
Affectation du résultat	-	7 281	(7 281)	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	1 118	1 154	(36)	1 118
Variation titres d'autocontrôle	-	9	-	9	-	9
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	(3)	-	(3)	-	(3)
Océane	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	6	-	6	-	6
<b>Capitaux propres au 30 juin 2009</b>	<b>6 916</b>	<b>64 208</b>	<b>1 118</b>	<b>72 278</b>	<b>522</b>	<b>72 800</b>

#### Etat du résultat global consolidé

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
<b>Résultat net</b>	<b>2 317</b>	<b>3 912</b>	<b>1 118</b>
Ecart de conversion	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Gains et pertes actuariels liés aux avantages long terme	-	3	-
Impôts différés reconnus en capitaux propres	-	-	-
<b>Résultat global</b>	<b>2 317</b>	<b>3 915</b>	<b>1 118</b>

## 5. Annexes des comptes consolidés

### *Règles et méthodes comptables*

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2010 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2010 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport annuel 2009.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2009.

Concernant la norme IFRS 3 Révisée sur les « Regroupements d'entreprises » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010, l'impact sur les comptes Aubay se traduira pas la prise en compte des frais liés aux acquisitions ainsi que la réévaluation de la quote-part préalablement détenue dans une entité lors d'une prise de contrôle par étape, sont désormais reconnus en autres produits et charges opérationnels du compte de résultat.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 15 septembre 2010.

*Méthodes de consolidation* : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

*Principes d'arrêtés des comptes* : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2010 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

*Conversion des états financiers des sociétés étrangères* : Toutes les sociétés consolidées étant dans la zone euro (les sociétés anglaises n'étant pas consolidées), il n'existe pas d'écart de conversion.

*Ecarts d'acquisition* : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de participation correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Les écarts d'acquisitions afférents à certains éléments identifiables du bilan qui sont reclassés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

L'écart d'acquisition négatif est porté au passif du bilan parmi les provisions pour risques et charges.

Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de valeur annuel fondé sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF) et complété par un test de cohérence avec les valeurs de marché. Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque entité générant ses flux propres de trésorerie (Unités Génératrices de Trésorerie). L'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Le taux d'actualisation appliqué s'établit à 9%, unique sur l'ensemble des UGT (zone euro). Le taux de croissance à l'infini s'élève à 2,5%. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est comptabilisé en «Autres produits et charges opérationnels».

*Frais de recherche et développement* : Les frais de recherche et de développement des applications et des produits sont comptabilisés en charge au cours de l'exercice où ils sont encourus, sauf lorsqu'ils remplissent un certain nombre de critères conformément à l'IAS 38 :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de l'entreprise d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre,
- la capacité de l'entreprise à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de cette immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs,
- le fait que l'entreprise dispose des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de l'entreprise à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

*Licences et logiciels* : Les licences et logiciels sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition.

*Immobilisations corporelles* :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

*Créances d'exploitation*

(1) Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

*Trésorerie* : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

*Auto-contrôle* : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

*Subventions* : Conformément à l'IAS 20, les subventions d'exploitation sont incluses dans le poste « Autres produits et charges d'exploitation ».

*Provisions* : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

*Provisions pour retraite et engagements assimilés* : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe tels que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 65 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 2%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 5,2%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2008

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et au Bélu, il n'existe pas d'engagements de retraite.

*Evaluation et comptabilisation des passifs financiers* : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires fermes ou conditionnels sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dettes financières avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leurs comptabilisations. Lorsque la valeur de rachat excède le montant des intérêts minoritaires, le solde est comptabilisé en écart d'acquisition. Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernés. Les variations de dettes d'une année sur l'autre ont pour contrepartie les écarts d'acquisition. Le traitement retenu est susceptible d'évoluer en fonction des d'interprétations de l'IFRIC.

*Chiffre d'affaires* : Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services et des ventes de matériels liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale.

Le chiffre d'affaires est facturé sur la base des temps effectifs passés par des consultants dans l'exécution d'un contrat. Les résultats sur les contrats au forfait s'échelonnent sur plusieurs exercices constatés selon la méthode à l'avancement.

Par ailleurs, si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

*Autres produits et charges opérationnels* : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux et de montants significatifs. Ils incluent la charge annuelle des options de souscription d'actions, les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins value de cession...

*Options de souscriptions d'actions* : La norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif, et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est figée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire.

*Impôts sur le résultat* : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants et des impôts différés. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

*Résultat par action* : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuite dans la monnaie au 31 décembre 2009 et obligations convertibles. A compter du 30 juin 2010, les OCEANE ne sont plus considérées comme dilutives compte tenu du caractère improbable de leurs conversions.

*Recours à des estimations* : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- les évaluations des engagements de rachats des minoritaires.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

## Notes annexes au bilan

### *Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2010*

Aucune acquisition n'a été réalisée au cours du premier semestre 2010.

Les écarts d'acquisition n'ont donc pas varié au cours du semestre :

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	77 356	-	-	77 356
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	59 579	-	-	59 579

### *Clients et comptes rattachés*

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur Brute	46 839	44 938	44 598
Dépréciation	(555)	(555)	(739)
<b>Valeur nette</b>	<b>46 284</b>	<b>44 383</b>	<b>43 859</b>
Avances et acomptes reçus	-	-	-
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	(554)	(2 363)	(500)
<b>Créances clients nettes</b>	<b>45 730</b>	<b>42 020</b>	<b>43 359</b>
<b>Ratio clients en jours de chiffre d'affaires</b>	<b>89</b>	<b>86</b>	<b>87</b>

### *Opérations sur actions propres au cours du semestre 2010*

Nombre d'actions détenues au 01/01/10	7 780
Acquisitions/Cessions 2010	(1 529)
Nombre d'actions détenues au 30/06/10	6 251

### *Evolution des provisions*

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Provisions pour litiges	568	462	378
Provisions pour pensions et retraites	276	238	221
<b>Total</b>	<b>844</b>	<b>700</b>	<b>599</b>

### *Impôts différés*

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009	
Impôts courants	(2 349)	(3 086)	(710)	
Impôts différés	155	(35)	(152)	
<b>Total</b>	<b>(2 194)</b>	<b>(3 121)</b>	<b>(862)</b>	
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	746	-	-	746
-Différences temporaires	157	121	-	278
<b>Total impôt différé actif</b>	<b>903</b>	<b>121</b>	<b>0</b>	<b>1 024</b>
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	137	-	34	103
<b>Total impôt différé passif</b>	<b>137</b>	<b>0</b>	<b>34</b>	<b>103</b>

## Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2010

En K€	30/06/2010			2009
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
<b>OCEANE</b>	<b>8 659</b>	<b>199</b>	<b>8 460</b>	<b>10 715</b>
Emprunt bancaire	-	-	-	126
Banques créditrices	348	348	-	668
Autres dettes financières	66	-	66	64
<b>DETTES</b>	<b>9 073</b>	<b>547</b>	<b>8 526</b>	<b>11 573</b>
Valeurs mobilières de placement	349	349	-	1 956
Disponibilités	8 650	8 650	-	8 292
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>8 999</b>	<b>8 999</b>	<b>0</b>	<b>10 248</b>
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>(74)</b>	<b>8 452</b>	<b>(8 526)</b>	<b>(1 325)</b>

Au 30 juin 2009

En K€	30/06/2009			
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	
<b>OCEANE</b>	<b>11 933</b>	<b>282</b>	<b>11 651</b>	
Emprunt bancaire	250	250	-	
Banques créditrices	19	19	-	
Autres dettes financières	63	-	63	
<b>DETTES</b>	<b>12 265</b>	<b>551</b>	<b>11 714</b>	
Valeurs mobilières de placement	1 174	1 174	-	
Disponibilités	9 077	9 077	-	
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>10 251</b>	<b>10 251</b>	<b>-</b>	
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>(2 014)</b>	<b>9 700</b>	<b>(11 714)</b>	

Trésorerie (en K€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Disponibilités	8 650	8 292	9 077
Placements à court terme	349	1 956	1 174
découverts bancaires	(348)	(668)	(19)
<b>Total trésorerie</b>	<b>8 651</b>	<b>9 580</b>	<b>10 232</b>

### Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

### Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2010.

## Notes annexes au compte de résultat

### Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

En M€	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge
<b>Groupe</b>	<b>77,6</b>	<b>6,5%</b>	<b>147,2</b>	<b>6,0%</b>	<b>74,8</b>	<b>3,9%</b>
France	46,5	7,9%	86,4	7,4%	43,6	4,9%
Belgique/Luxembourg	15,9	12,4%	30,3	9,7%	15,6	7,7%
Italie	11,5	6,3%	21,8	2,5%	11,0	3,8%
Espagne/Portugal	3,7	(19,1%)	8,7	(0,5%)	4,6	1,4%
Corporate	-	(0,8%)	-	(0,7%)	-	(1,3%)

Au 30 juin 2010 (en K€)	Belgique/ Luxembourg	Espagne/ Portugal	France	Italie	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	15 942	3 677	46 595	11 532	(142)	77 604
Autres produits de l'activité	108	12	-	-	-	120
Achats consommés	(2 846)	(197)	(4 490)	(3 358)	88	(10 803)
Charges externes	(1 961)	(1 076)	(2 175)	(1 534)	51	(6 695)
Charges de personnel	(9 209)	(3 088)	(36 152)	(5 772)	-	(54 221)
Impôts et taxes	(24)	-	(883)	-	-	(907)
Dotation aux amortissements	(45)	(38)	(154)	(139)	-	(376)
Dotation aux dépréciations et provisions	-	-	(57)	-	-	(57)
Autres produits et charges d'exploitation	2	8	401	-	3	414
<b>Total résultat opérationnel courant</b>	<b>1 967</b>	<b>(702)</b>	<b>3085*</b>	<b>729</b>	<b>0</b>	<b>5 079</b>
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	781	-	-	781
Autres produits et charges opérationnels	(529)	(25)	(487)	(7)	-	(1 048)
Total autres produits et charges opérationnels	(529)	(25)	294	(7)	-	(267)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 438</b>	<b>(727)</b>	<b>3 379</b>	<b>722</b>	<b>-</b>	<b>4 812</b>
<b>Résultat des ME</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>149</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>149</b>

\*Comprend les coûts du corporate pour 588 K€

Au 31 décembre 2009 (en K€)	Belgique/ Luxembourg	Espagne/ Portugal	France	Italie	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	30 346	8 882	86 497	21 891	(371)	147 245
Autres produits de l'activité	189	23	-	36	-	248
Achats consommés	(5 153)	(724)	(9 703)	(5 071)	300	(20 351)
Charges externes	(3 759)	(1 708)	(4 209)	(5 318)	72	(14 922)
Charges de personnel	(18 562)	(6 442)	(65 146)	(10 717)	-	(100 867)
Impôts et taxes	(44)	-	(2 583)	-	-	(2 627)
Dotation aux amortissements	(78)	(101)	(298)	(278)	-	(755)
Dotation aux dépréciations et provisions	-	-	(119)	(5)	-	(124)
Autres produits et charges d'exploitation	(3)	24	909	-	(1)	929
<b>Total résultat opérationnel courant</b>	<b>2 936</b>	<b>(46)</b>	<b>5 348</b>	<b>538</b>	<b>0</b>	<b>8 776</b>
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	119	-	-	119
Autres produits et charges opérationnels	(520)	(98)	(12)	(282)	-	(912)
<b>Total autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(520)</b>	<b>(98)</b>	<b>107</b>	<b>(282)</b>	<b>-</b>	<b>(793)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2416</b>	<b>(144)</b>	<b>5455</b>	<b>256</b>	<b>-</b>	<b>7983</b>
<b>Résultat des ME</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>343</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>343</b>

\*Comprend les coûts du corporate pour 1 005 K€

Au 30 juin 2009 (en K€)	Belgique/ Luxembourg	Espagne/ Portugal	FRANCE	ITALIE	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	15 610	4 747	43 622	11 024	(175)	74 828
Autres produits de l'activité	83	5	13		-	101
Achats consommés	(2 495)	(439)	(5 271)	(2 523)	123	(10 605)
Charges externes	(1 949)	(765)	(2 105)	(1 772)	50	(6 541)
Charges de personnel	(9 983)	(3 438)	(33 524)	(6 194)	-	(53 139)
Impôts et taxes	(24)	-	(1 365)	-	-	(1 389)
Dotation aux amortissements	(35)	(53)	(138)	(116)	-	(342)
Dotation aux dépréciations et provisions	-	-	(25)	-	-	(25)
Autres produits et charges d'exploitation	(2)	10	1		2	11
<b>Total résultat opérationnel courant</b>	<b>1 205</b>	<b>67</b>	<b>1208*</b>	<b>419</b>	<b>0</b>	<b>2 899</b>
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	(65)	-	-	(65)
Autres produits et charges opérationnels	(284)	(38)	202	(235)	-	(355)
Total autres produits et charges opérationnels	(284)	(38)	137	(235)	-	(420)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>921</b>	<b>29</b>	<b>1 345</b>	<b>184</b>	<b>-</b>	<b>2 479</b>
<b>Résultat des ME</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>133</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>133</b>

\* Comprend les coûts du corporate pour 947 K€

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Banque	44%	43%	42%
Assurance	11%	11%	11%
Administration	16%	14%	14%
Services/Utilities	6%	6%	7%
Industrie	11%	11%	11%
Télécom	12%	15%	15%
Commerce et Distribution	-	-	-

### Charges de personnel

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Rémunérations du personnel	38 236	71 499	38 333
Charges sociales	15 947	29 334	14 789
Dotation nette aux provisions pour retraite	38	34	17
<b>Total</b>	<b>54 221</b>	<b>100 867</b>	<b>53 139</b>
<b>CA</b>	<b>77 604</b>	<b>147 245</b>	<b>74 828</b>
Ratio Coût perso/CA	69,9%	68,5%	71,0%
Effectif fin de période	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
France	1 179	1 152	1 132
BéluX	345	345	362
Italie	366	356	335
Espagne	184	181	197
<b>Total</b>	<b>2 074</b>	<b>2 034</b>	<b>2 026</b>
Productif	1 896	1 870	1 858
% productif	91%	92%	92%
Administratifs et commerciaux	178	164	168
<b>Total</b>	<b>2 074</b>	<b>2 034</b>	<b>2 026</b>

### *Autres produits et charges opérationnelles*

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Options de souscription d'actions	(108)	(64)	(32)
Charges de restructuration	(1 026)	(1 218)	(503)
Plus et moins values de cessions d'actifs	769	489	315
Dépréciation d'actifs	-	-	(200)
Divers	98	-	-
<b>Total</b>	<b>(267)</b>	<b>(793)</b>	<b>(420)</b>

Les plus ou moins values sont principalement constituées par la cession de titres Octo.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34—norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés résumés.

Paris et Levallois-Perret, le 16 septembre 2010.

Les Commissaires aux Comptes :

**Jean-François PLANTIN**

**BCRH & ASSOCIES**  
1, rue de Courcelles  
75008 - PARIS

**Philippe SOUMAH**

**CONSTANTIN ASSOCIES**  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu  
114 rue Marius AUFAN  
92532 LEVALLOIS-PERRET

## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

**Philippe Rabasse**

Directeur Général du Groupe Aubay